

## Alain Zenner : « le malentendu de la politique »

*Le malaise du citoyen face à ses gouvernants ne cesse de grandir : un désamour, une méfiance et un désintérêt qui contrastent singulièrement avec les discours officiels sur la participation de la citoyenneté. Vlan a interrogé Alain Zenner, homme politique bruxellois dont la liberté de parole fait souvent mouche. Il relève le défi et s'interroge sur les racines du mal belge.*

**Que ce soit pour la confiance dans ses institutions politiques ou pour la fierté nationale, les enquêtes européennes ou internationales montrent que la Belgique est au plus bas parmi les nations européennes. « Le pouvoir politique est comme un vieux lion épuisé. Terrifiant autrefois, l'animal est devenu craintif », écrit Dominique Reyné, professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris. Le malaise du citoyen face à ses dirigeants grandit à mesure que, paradoxalement, au fil des élections, le citoyen semble préférer la médiatisation aux idées, le court terme à l'horizon, la réponse instantanée à la réflexion. Le désamour confine-t-il au mépris ? « La politique n'est pas une science exacte », alors prophétisait déjà Otto von Bismarck. Hébété par la tyrannie de l'opinion publique, les gouvernants en ont-ils fait une science de l'instantané ? Sur ce malaise et ses fossés, tellement perceptibles chez nous, « Vlan » a interrogé un homme politique bruxellois dont la liberté de penser et de parole a déjà fait mouche à de maintes reprises. Alain Zenner a accepté sans rechigner le difficile exercice de s'interroger sur ces questions et de tenter d'y répondre.**

**Avec la faillite de la Sabena, l'on a évidemment beaucoup parlé des pertes d'emploi, mais souvent comme s'il s'agissait d'un droit au travail bafoué. N'est-on pas en train de mythifier l'emploi garanti à vie, paradoxalement au moment où il est devenu de plus en plus fragile ?**

Pourquoi le dossier Sabena frappe-t-il autant ? Je vois la conjonction de trois éléments : primo, l'ampleur de l'emploi

menacé par cette faillite et ses causes, dont chacun perçoit bien qu'elle livre en quelque sorte un reflet du « mal belge ». Secundo, c'est une compagnie aérienne et tout ce qui touche à l'aviation reste un objet de rêve, voire de fantasmes. Enfin, c'est une compagnie nationale : la Sabena était un peu le symbole de la Belgique. Ce n'est pas pour rien qu'à la demande du Premier ministre, on a vu se lever deux hommes qui, précisément, incarnent le monde des affaires dans notre pays.

Mais il est vrai que cela pose des problèmes fondamentaux. Le premier est d'éviter de reproduire les erreurs du passé et de croire aujourd'hui mieux qu'hier, on pourrait recréer ex nihilo des entreprises qui seraient portées à bout de bras par l'Etat. Car, si celui-ci peut parfaitement encourager les initiatives industrielles privées, comme il l'a fait dans ce cas, il ne peut pas méconnaître les lois de l'économie, comme ce fut le cas dans les années 1970, au temps de l'initiative industrielle publique.

Le deuxième problème est effectivement que le droit de travailler est de plus en plus conçu comme un droit au travail. C'est-à-dire le droit d'exiger à tout un emploi de l'autre, indépendamment de l'effort personnel. Il est vrai qu'il faut tout faire pour développer l'emploi, mais de n'importe quelle manière. La peur clientéliste de la réforme débouche toujours sur un maintien artificiel d'un emploi et à terme, inévitablement sur des déconvenues du type Sabena.

Troisième problème : on parle très peu de l'ensemble des travailleurs indépendants qui travaillent autour de la Sabena. Et, en général, du monde des petits ou moyennes entreprises qui connaissent une

série de drames suite à cette faillite, ou à d'autres, moins médiatisées. Est-ce que le public ne se sensibiliserait au problème de l'emploi que lorsque l'on a des tracteurs pour bloquer des routes ou des trains qui restent en gare ?

### UN LIBERALISME N'EST PAS L'AUTRE

**Curieusement, ce mythe de l'emploi garanti semble être transféré du secteur public vers le secteur privé au moment où le secteur public entreprend des réformes profondes qui ont pour objet de limiter les durées de mandat...**

Il y a une tendance bien naturelle à vouloir que l'emploi soit durable. Tout doit être durable aujourd'hui, et c'est tant mieux. Mais, par définition, dans la vie, tout ce qui a de la valeur est éphémère, du moins s'il n'y a pas d'effort pour s'inscrire dans la durée. Il est effectivement curieux de constater dans les grandes entreprises privées une cristallisation de plus en plus forte des droits acquis au moment même où, dans les services publics, on tend à remplacer des nominations à vie par des mandats à terme. L'emploi durable doit se mériter.

**Ce que nous baptisons, en Europe, de « libéralisme sauvage » des Américains, avec des restructurations brutales de l'économie, ne porte-t-il pas, en définitive, davantage de fruits quand on voit le bas taux de chômage et le taux élevé de création d'emploi aux Etats-Unis ?**

Notre libéralisme politique est aussi éloigné du néo-libéralisme économique de certains doctrinaires que l'est le socialisme politique actuel par rapport au

rétro-collectivisme d'autres doctrinaires. Nos valeurs tendent à concilier les deux systèmes de pensée. Elles sont très loin des valeurs d'Outre-Atlantique.

En moyenne, la population n'est pas prête à se faire à la mentalité américaine où le moindre taximan se projette dans l'avenir comme entrepreneur parce qu'il s'imagine déjà lui-même dans le rôle de grand patron : il se voit propriétaire de son taxi, puis propriétaire d'une compagnie, puis propriétaire d'une holding qui couvrirait à la fois les déplacements urbains, le transport par route, et, pourquoi pas, les liaisons ferroviaires ou l'aviation. Sans aller à l'excès, notre pays gagnerait cependant à mieux valoriser l'initiative économique, comme c'est d'ailleurs le cas dans d'autres pays européens, plutôt que de jalouser la réussite. Notre mentalité trop frileuse est un frein puissant à notre développement.

### **La Belgique, en somme, décourage l'entreprise ?**

Ce qu'il faut, c'est un climat propice à l'investissement et à la consommation. Chez nous, trop de mesure ont complexifié dramatiquement les possibilités de réussir et d'encourager tout entrepreneur. A un certain niveau, on a le libre choix. Très franchement, comment ne pas comprendre, dans ces conditions, que celui qui conçoit un projet à vocation internationale soit plus tenté de la développer en Hollande qu'en Belgique ? Fait-on assez pour empêcher la fuite des cerveaux ou contrer le phénomène des délocalisations ?

Ceci dit, il est évidemment très difficile de maintenir un juste équilibre entre le souci du social, et celui du développement économique, qui doivent demeurer associés comme le cheval et le cavalier.

### **UN DROIT SOCIAL TROP VIEILLI**

**N'est-ce pas la conception du droit social qui date ? Après tout, comme le faisait remarquer un économiste français, le droit social européen a été conçu**

### **après-guerre pour une économie industrielle, un emploi masculin et à temps complet...**

En tout cas pour un monde très différent du nôtre, un peu comme la Constitution a été écrite en 1831 par 30.000 censitaires, sans les ouvriers, sans les Flamands, et sans les femmes. Dans ces conditions, c'était facile de s'entendre. Il est plus difficile aujourd'hui de concilier tous les intérêts en présence !

Le droit, dans l'ensemble, est fruit du clichage des aspirations, des contraintes et des arbitrages que l'on opère en fonction d'une situation à un moment donné. Il est pratiquement toujours ancré sur le passé. Il regarde très peu l'avenir et est donc rapidement inadapté.

Ainsi le droit social conçoit-il toujours le patron comme un abuseur, plutôt que comme un moyen de développement. Une conception plus positive que l'on pourrait imaginer aujourd'hui, c'est un droit social moteur de l'économie, acteur du progrès et donc outil du bien-être de tous. La manière de bien faire du social, c'est de commencer par faire de l'économie. Bien sûr, en la régulant : on connaît la maxime selon laquelle on ne construit pas de la prospérité économique dans un désert social, l'inverse étant aussi vrai. Aspirations du social et contraintes de l'économie doivent être conciliées.

Il ne peut y avoir de droit vraiment social sans l'axer sur l'entreprise, son devenir économique et son développement. C'est d'ailleurs étonnant de constater que l'on applique pas le mot travailleurs aux indépendants, comme s'ils n'étaient pas des travailleurs ! Ils sont vécus comme patrons, et pas comme créateurs ou développeurs d'emplois grâce à leur travail !

### **LANGUE DE BOIS ET ILLUSIONS**

**Mais, à tout problème, la seule réponse du monde politique paraît être de vouloir établir toujours davantage de règles ou de contraintes fiscales. Encore un paradoxe à l'heure de la mondialisation, car les grands**

### **opérateurs économiques échappent aisément aux règles et aux contraintes. La réponse politique n'est-elle pas alors qu'un faux semblant ?**

Trop d'hommes politiques promettent l'impossible parce qu'ils n'ont pas le courage de dire les choses en face. D'où une multiplication de réglementations irréalistes. Une loi qui n'est pas appliquée, parce qu'elle n'est pas acceptée, n'a pas de sens. Elle donne peut-être bonne conscience à ses auteurs, mais elle est inefficace.

La difficulté consiste à parler clair. Trop souvent, dès que l'on parle clair, les gens ne l'acceptent pas. Ce n'est pas ce langage-là qui est payant. C'est tout le problème de la langue de bois.

Je suis persuadé que, face à des problèmes, il faut que les hommes politiques commencent par avoir le courage de les nommer. Si on ne nomme pas un problème, on ne peut jamais commencer à le résoudre. Il faut pouvoir dire ce qui ne va pas. Sinon, c'est participer à la conjuration de ceux qui étouffent les problèmes.

### **Mais l'électeur préfère se laisser bercer par des illusions...**

Lorsqu'il se retrouve dans l'isolement, c'est plus l'image qui emporte le vote que la réalité. D'où le règne du quick-win : le résultat tangible à court terme, fût-il futile, est plus facilement vendable à l'électeur que le travail en profondeur dans la durée. Tous les communicateurs savent que c'est plus des promesses qui emportent la sympathie que le bilan passé, la notoriété, souvent assise sur l'illusion, plus que l'investissement nécessairement moins visible dans les dossiers... C'est alors la loi de l'audimat qui prime sur l'intérêt général.

Entre un titre dans le journal, un reportage et son effet sur la population, il y avait encore une distance qui permettait la réflexion critique. Aujourd'hui, à travers la petite lucarne dans son salon, le citoyen se trouve tous les jours aux premières loges d'un spectacle et il applaudit forcément celui qui danse ou chante le mieux. Regardez les émissions

politiques sur la RAI, en France, à la VRT et de puis peu à la RTBF avec *Lieu Public*. Que veut le téléspectateur ? Des débats de fond ou du show ? Même à *Mise au point*, un téléspectateur a reproché aux présidents de parti de ne pas être drôles et il a dit comprendre pourquoi le *Loft* ou *Star Academy* font davantage d'audience...

D'où la politique spectacle qui prend de plus en plus d'ampleur. Doit-on y céder à tout prix ? Tous les hommes politiques doivent-ils désormais devenir des acteurs du divertissement, des vedettes, des porteurs de fantasmes, des sujets d'identification ? Faut-il maintenant flirter avec Loana ou avec Mme Carembou pour faire la une des actualités ? Faut-il désormais descendre en mentant au fond des prisons pour faire parler de soi ? Cela fait penser à cette très belle chanson de Brassens :

« Trompettes de la renommée, vous êtes bien mal embouchées... » !

C'est, entre le citoyen et le responsable, le malentendu fondamental de la politique.

#### **L'IMPUISSANCE PUBLIQUE**

**Le malentendu n'est-il pas que plus leur pouvoir diminue, plus les hommes politiques sont assiégés de revendications ?**

Entre les deux, il y a un lien évident : plus les politiques veulent donner, moins ils savent donner. Car la réalité est toujours la même. Pour donner plus, il faut gagner plus. Et pour gagner plus, il faut produire et travailler davantage. Il n'y a pas de magie. Je partage le point de vue de l'éditorialiste français du *Point* Claude Imbert, qui écrivait récemment que « l'impuissance publique ne grandit que parce que l'Etat,

pataugeant là où il n'a que faire, s'affale où il devrait agir ».

Beaucoup de gens ont intuitivement saisi cela, notamment dans la société civile. Ils ont réalisé qu'il leur serait plus difficile d'avancer en homme politique qu'en acteur d'une ONG, d'un syndicat, d'une association, d'un comité de quartier, où, en se plaçant sur des terrains spécifiques, ils réussissent tout aussi bien à peser sur le cours des choses. Si on fait de la politique en dehors de la politique, cela passe. La politique, c'est quoi ? La gestion de la cité, au travers de l'adhésion du plus grand nombre à un projet. Tous les gens font de la politique... mais parce qu'ils ne sont pas dans le théâtre politique, on applaudit des deux mains.

Propos recueillis par  
Gérard NEVES